

Appel à manifester le 24 mai

Texte de l'intersyndicale éducation, la FCPE et les associations pédagogiques

Après la mobilisation puissante observée la semaine dernière, notamment lors de la journée d'action et de grève dans la Fonction Publique du jeudi 15 mai (grève majoritaire avec 10 000 manifestants dans toute la région), l'intersyndicale éducation, avec les personnels, les jeunes et les parents exprime sa détermination à s'opposer à la casse programmée à court terme de l'école et des services publiques ; elle réaffirme son attachement à l'école de la réussite pour tous.

Devant l'attitude du Président de la République qui, au mépris des revendications exprimées par les organisations, adopte une posture méprisante et instaure un climat plus que malsain de provocation avec les fonctionnaires, la seule réponse possible est de créer un mouvement unitaire de masse capable de porter un coup d'arrêt décisif à la politique populiste du gouvernement.

- En appelant par la loi à un « service minimum » dans les écoles, en réalité un accueil qui ne présente aucune garantie d'un encadrement de qualité, le Président de la République veut faire porter aux communes toutes les responsabilités sans aucune réflexion ni concertation avec les élus.
- En ne proposant aux familles qu'un « service minimum de garderie », alors qu'elles attendent un « service maximum d'enseignement », il dégrade volontairement les conditions d'enseignement.
- En ne répondant pas aux revendications exprimées massivement par les personnels, il les contraint à recourir à de nouvelles actions revendicatives alors qu'un véritable dialogue avec les représentants des personnels serait la garantie de décisions concertées et progressistes.
- En faisant le choix d'imposer des réformes allant à l'encontre des véritables besoins en matière d'éducation, il montre sa volonté d'abandonner l'ambition de la réussite de tous les élèves et de l'égalité des chances, les critères économiques imposés par le TUE, adoptés complaisamment et mis en œuvre par le gouvernement, étant l'unique raison des saignées subies par l'éducation et la Fonction Publique en général.
- En faisant le choix de la provocation, il prend la lourde responsabilité de diviser la population française avec toutes les conséquences que cela aura pour une véritable cohésion sociale.

L'intersyndicale dénonce la décision du Ministre de l'Éducation de créer l'agence nationale des remplacements alors que les suppressions massives de postes dans l'éducation sont à l'origine des difficultés chroniques éprouvées par les écoles et les établissements dans le remplacement des absents. Véritable pierre angulaire de la mise en œuvre de la Révision Généralisée des Politiques Publiques, cette nouvelle mesure prise sans aucune concertation avec les représentants des personnels légalisera de fait la notion de précarité dans l'administration des personnels.

En recourant à l'intérim pour assurer les missions du service public d'éducation, le gouvernement prend la lourde responsabilité de faire baisser dangereusement l'offre publique d'éducation.

Pour toutes ces raisons, en continuité du plan d'action qui avait été décidé par l'intersyndicale éducation de l'Académie de Lille, les organisations appellent à inscrire l'action du 24 mai dans la continuité du 15. **Elle appelle tous les personnels, les jeunes, les parents, les associations, les élus et les usagers en général à rejoindre en nombre les manifestations qui se teindront le samedi 24 mai, à 15 h, à Lille (place des Buysse) et à Boulogne sur mer (Bourse du travail).**

Les organisations décident d'ores et déjà de se revoir au plus tôt pour décider d'une poursuite rapide de l'action.